

Anti-corruption, renforcer la coopération européenne en demandant à l'UE des remparts contre la corruption dans chaque Etat membre

"La coopération entre l'Italie et la France dans le domaine de la lutte contre la corruption doit être renforcée, afin qu'elle devienne un modèle pour tous les pays européens, même ceux qui n'ont pas d'autorités ou d'agences anti-corruption. Il serait opportun de publier une directive ou un règlement européen qui oblige tous les États membres à établir un rempart pour la prévention de la corruption. Cela est prévu au niveau des Nations Unies et du Conseil de l'Europe, mais n'est pas obligatoire au niveau de l'UE".

C'est ainsi que le président de l'Anac, Giuseppe Busia, et le directeur de l'Agence française anticorruption (AFA), Charles Duchaine, ont convenu en signant aujourd'hui à Rome, au Palazzo Sciarra, le protocole d'accord visant à assurer un échange fructueux d'informations et de bonnes pratiques.

" L'Anac est un modèle pour nous Français, même si nos organisations sont différentes ", a déclaré Charles Duchaine. "La collaboration effective entre les Autorités et les Agences de lutte contre la corruption est un passage obligé au niveau mondial". "Une forte légitimité européenne en matière de lutte contre la corruption renforce les différentes autorités nationales", a fait écho le président de l'Anac Giuseppe Busia. "Nous devons coopérer ensemble pour développer les espaces européens de travail en matière de lutte contre la corruption, en accueillant également les autres pays qui ne sont pas encore dotés de dispositifs semblables. Tout particulièrement en ce moment où d'énormes ressources publiques de l'UE parviennent aux différents pays pour la Next Generation EU".

M. Busia a rappelé comment l'Anac travaille sur un projet européen visant à mesurer scientifiquement les niveaux de corruption d'un pays, en utilisant, par exemple, sa propre base de données des marchés publics. "Nous vérifions que les indicateurs identifiés sont réellement efficaces, pour faire connaître le projet au G20, afin que tous les États membres adoptent les mêmes critères de mesure", a ajouté M. Busia. "Aujourd'hui, nous sommes appelés à travailler avant tout sur le front de la prévention". Le directeur de l'AFA, Charles Duchaine, est tout à fait d'accord sur ce point. "La prévention est fondamentale dans la lutte contre la corruption, plus encore que la répression".

La réunion s'est terminée sur la conviction mutuelle que "deux pays forts comme l'Italie et la France ont un rôle décisif à jouer pour demander à l'UE de renforcer une autorité ou un présidium anti-corruption dans chaque Etat membre, afin de faire faire un bond en avant à l'Europe".